

# Big Data : Washington veut renforcer la protection des données

Bien décidé à retrouver la confiance de ses partenaires commerciaux après le scandale des [écoutes massives pratiquées par la NSA](#), Washington publie [un rapport](#) sur **le potentiel et les limites du Big Data**. Les agences fédérales sont concernées comme les grands groupes du numérique qui redoutent la mise en œuvre d'une réglementation jugée trop contraignante.

## Vers une « déclaration de droits »

Daté du 1er mai, le rapport du groupe de travail piloté par **John Podesta**, conseiller du président des États-Unis **Barack Obama**, inclut une série de propositions. Il recommande au Congrès d'adopter **une loi sur la violation de données**. Mais aussi d'étendre la législation sur **la protection de la vie privée** aux citoyens non américains et de réviser la loi « **Electronic Communications Privacy Act** », qui encadre l'accès du gouvernement et d'entreprises aux communications électroniques privées. Le risque d'une utilisation des données à des fins discriminatoires (emploi, logement, santé, financement...) est également évoqué, à la satisfaction d'organisations de défense des libertés, dont l'EPIC (Electronic Privacy Information Center).

Les recommandations du rapport sur le Big Data s'inscrivent dans le cadre de [la réforme américaine](#) visant à mettre un terme, sous conditions, à la collecte massive de données téléphoniques et, ainsi, faire retomber la pression sur l'épineux dossier de la surveillance menée par l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA).

Il y a deux ans, Barack Obama s'était déjà prononcé en faveur d'une « **déclaration de droits** » pour mieux protéger les données utilisateurs collectées et monétisées par des tiers. Les révélations d'**Edward Snowden** sur l'étendue de la surveillance pratiquée par les services de renseignement américains ont freiné le dossier. Dans le rapport paru jeudi, John Podesta préconise de relancer la proposition et de la soumettre aux parlementaires américains.

## La paille dans l'œil du voisin

Outre-atlantique, les débats récents autour de la collecte et de l'utilisation de données ont surtout concerné la NSA et d'autres agences du renseignement. Le rapport Big Data met davantage l'accent sur les pratiques de courtiers en données, régies publicitaires en ligne et multinationales du numérique. « *C'était notre mission d'étudier les pratiques d'autres secteurs* », a déclaré John Podesta à la presse américaine. « *Il ne s'agit en aucune manière d'une démarche hypocrite* » de la Maison Blanche, a-t-il assuré. Par ailleurs, le conseiller du Président Obama a rappelé que le Big Data, en plus d'être un **moteur économique**, peut sauver des vies, **améliorer l'action publique** et contribuer à la réduction des dépenses.

Dans un entretien accordé au *New York Times*, **Michael Beckerman**, président de l'Internet Association, qui compte Google, Amazon, Facebook et Twitter parmi ses membres, a jugé « utile » le

rapport Big Data. Mais il a ajouté que l'administration doit porter son attention sur la protection de la vie privée des consommateurs et sur la réforme de ses programmes de surveillance. D'autres, dont Mozilla, exhortent aussi le gouvernement américain à se concentrer sur la surveillance généralisée qui entame sa crédibilité et celle d'entreprises accusées de collusion.

---

### **Lire aussi**

[Le scandale NSA coûterait jusqu'à 180 milliards de dollars à l'industrie américaine](#)